

Sortir enfin pour toujours du piège turc



Article rédigé par *Henri Temple*, le 18 juillet 2017

Ce 6 juillet 2017, le Parlement européen s'est prononcé (depuis Strasbourg) pour une suspension des négociations d'adhésion à l'Union européenne de la Turquie si celle-ci met en œuvre sa réforme constitutionnelle, comme prévu, en 2019.

Le Parlement – qui s'est prononcé par 477 voix contre 64 et 97 abstentions – reproche à Ankara la réforme constitutionnelle prévue pour 2019. Cette réforme, adoptée au terme d'un scrutin serré et suspect, permettra au chef de l'État turc de bénéficier de pouvoirs accrus, sur fond d'arrestations massives de dizaines de milliers d'opposants, mais aussi de juges, avocats, universitaires, journalistes. Et la révocation ou la suspension sans solde de plus de 100.000 fonctionnaires.

Dans la résolution qu'il vient d'adopter, le Parlement européen « *demande à la Commission et aux États membres de suspendre formellement les négociations d'adhésion avec la Turquie sans plus attendre si le "paquet" de réformes constitutionnelles est mis en œuvre tel quel* ». C'est-à-dire en violation des « critères de Copenhague » (notamment ceux relatifs à l'État de droit, à la démocratie et aux droits de l'homme, requis comme préalable à l'ouverture des négociations d'adhésion – une étape déjà franchie par la Turquie en 2004).

Johannes Hahn, commissaire européen à l'Élargissement, « *a plaidé pour plus de dialogue* » (sic). Ce qui pourrait constituer une faute lourde méritant sanction.

L'idée d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne (1987), soufflée par les Américains et leurs lobbys, est une idée absurde et dangereuse qui ne résiste pas à la réflexion. De surcroît, elle est aussi, dans la conjoncture, odieuse et la marque d'une insupportable couardise du système bruxellois. Rappelons que la Turquie occupe une partie de Chypre (État membre) depuis son invasion militaire il y a quarante ans, la colonisation (100.000 continentaux) et la création d'un pseudo-État mafieux.

Or, l'Union européenne continue à financer (et les contribuables français aussi) non seulement l'accueil des réfugiés (dont des centaines de milliers ne font que transiter par la Turquie, enrichissant filières et fonctionnaires corrompus), mais aussi les travaux de mise en conformité de la société turque en vue de l'adhésion...

Selon le décompte fourni par la Commission européenne (*Europe 1*, 20 avril 2017), elle a reçu sept milliards de l'Europe et six milliards supplémentaires doivent lui être versés dans les trois ans à venir (dont trois milliards promis pour la gestions des réfugiés).

La France, compte tenu de sa contribution au budget de l'Europe, a versé à elle seule plus d'un milliard à la Turquie. Les contribuables dévastés apprécieront.

Ce gouvernement français devra respecter le vote du Parlement européen, puis en finir avec cette chimère de faire entrer l'Europe en Asie et lui donner des frontières avec l'Iran, l'Irak et la Syrie... Cela n'exclura nullement l'établissement de relations bilatérales de bon voisinage avec la Turquie car le peuple turc, courageusement attaché aux libertés, comme il vient de le prouver (Marche pour la justice), ne mérite pas d'être sanctionné pour les fautes de son président et les erreurs de Bruxelles.

Henri Temple

[Source : Boulevard Voltaire]